

Climat des affaires : l'impact de la crise de la Covid-19 est effacé

Le climat des affaires semble désormais très favorable à la croissance et aux États-Unis. La reprise se trouve cependant menacée par des tensions sur les chaînes d'approvisionnement et sur les prix.

Temps de lecture : minute

26 juillet 2021

Cet article est republié à partir de The Conversation France

En France, avec la fin des restrictions et la montée en puissance de la campagne de vaccination, le niveau de confiance mesuré par notre enquête trimestrielle, qui s'est déroulée du 28 juin au 16 juillet 2021, bondit de 8 points. Mesuré sur une échelle de zéro à cent (cent indiquant une confiance maximale), il atteint 64 au second trimestre 2021 contre 56 à la fin du premier trimestre 2021.

Ce niveau de confiance qui reste à confirmer se trouve désormais supérieur aux niveaux observés lorsque la crise de la Covid-19 a commencé. La confiance n'atteignait en effet que 62 début mars 2020. Ces chiffres paraissent indiquer une reprise relativement dynamique à moyen terme de l'activité sans risque de récession.

Niveaux supérieurs à l'avant-crise

Cette perception semble d'ailleurs confirmée par les prévisions de croissance du chiffre d'affaires des entreprises. Celles-ci s'établissent désormais à 12 % environ pour l'année 2021 et pour l'année 2022.

Dans ce contexte, les entreprises envisagent une hausse de 8,5 % de leurs investissements et de 6 % du nombre de leurs salariés. L'indicateur de solidité financière traduit lui aussi cet optimisme en ressortant à 71 sur une échelle de zéro à cent et en dépassant lui aussi les niveaux observés début 2020.

À l'échelle européenne, le climat des affaires bondit également pour atteindre 70 contre 62 au trimestre précédent. Ce niveau s'avère très supérieur à celui observé avant la crise de la Covid-19. L'Europe se voit notamment tirée par l'Allemagne dont le climat des affaires atteint 75 au second trimestre 2021.

À titre de comparaison, aux États-Unis, le climat des affaires semble se stabiliser aux environs de 69 contre 68 au trimestre précédent selon l'enquête de la Réserve fédérale de Richmond et D'Atlanta. Cela indique une reprise économique marquée pour l'année 2021.

L'indicateur de solidité financière s'établit outre-Atlantique à 74,9 selon cette même enquête. C'est à peine 0,1 point de moins que de la valeur la plus élevée observée depuis 2000. Dans ce contexte, les responsables financiers américains attendent une hausse des chiffres d'affaires d'environ 9 % et une hausse du nombre de salariés d'environ 6 %.

Risque inflationniste

La reprise économique provoque cependant des tensions sur les chaînes d'approvisionnement (on parle de " bullwhip effect ") comme nous l'évoquions déjà au [trimestre précédent](#). En France, 74 % des entreprises qui nous ont répondu ce trimestre déclarent faire face à ce type de tensions. Elles n'étaient que 62 % au trimestre précédent.

Plus frappant encore, l'ensemble de ces entreprises estime désormais que les tensions pourraient ralentir voire remettre en question la normalisation de leur activité. Moins de 40 % des entreprises nous avaient fait cette réponse au trimestre précédent.

Avec l'intensification de la reprise économique, l'effet est désormais visible dans la plupart des secteurs économiques et la plupart des pays. C'est en Allemagne que l'effet semble le plus fort puisque plus de 90 % des entreprises le mentionnent lorsqu'on les interroge.

De même, la demande croissante en matières premières et matériaux crée des pressions inflationnistes visibles désormais par la majorité des entreprises. En France, 78 % des entreprises déclarent être confrontées à une hausse des prix des intrants.

Ce chiffre ressort à près de 90 % en Allemagne et ces pressions inflationnistes pourraient se diffuser dans l'économie via un réajustement des prix de vente dès la fin d'année 2021.

Dépendance aux aides

Enfin, nous avons à nouveau demandé aux responsables financiers d'imaginer un scénario alternatif dans lequel il n'y aurait pas d'aide financière de l'État. Dans ce cas, en France, l'indicateur de solidité financière de l'entreprise ressortirait à 63 sur une échelle de zéro à cent, en hausse par rapport au niveau de 56 observé au trimestre précédent. Pour rappel, l'indicateur de solidité financière, tenant compte des aides de l'État, ressort à 71 pour ce trimestre en France.

La part des entreprises dépendantes ou fortement dépendantes des aides gouvernementales recule aussi pour atteindre 41 % contre un peu plus de 50 % au trimestre précédent. Sans les aides de l'État, celles-ci afficheraient un niveau de solidité financière de 46 sur une échelle de zéro à cent, inchangé par rapport au trimestre dernier.

Si la reprise économique semble profiter à un plus grand nombre d'entreprises, une part

importante d'entre elles reste ainsi encore dépendante des aides gouvernementales, repoussant toujours plus loin une sortie définitive des plans de soutien à l'économie.

L'enquête mesure chaque trimestre depuis plus de 20 ans le climat des affaires tel que perçu par les responsables financiers des entreprises à travers le monde. L'enquête est courte (environ 5 questions). Elle recueille près de 1 000 réponses anonymes d'entreprises de tous secteurs et de toutes tailles. Des données de l'enquête Duke University - Réserve fédérale de Richmond et Atlanta sont utilisées pour comparaison.

Voir [ici](#) les résultats complets de cette enquête

Prochaine enquête [courant septembre 2021](#)

Philippe Dupuy, Professeur au département Gestion, Droit et Finance, Grenoble École de Management (GEM)

Article écrit par The Conversation France